



Programme
Alimentaire
Mondial

SAUVER
DES VIES
CHANGER
LES VIES

Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest (RBD)

Bulletin sur la protection sociale *2024 – Bilan de l'année*

Le Programme alimentaire mondial en Afrique de l'Ouest continue de soutenir les gouvernements dans leurs efforts pour mettre en place des systèmes de protection sociale dans toute la région, en se concentrant sur leur capacité à aider les populations à gérer les risques et les chocs, tout en contribuant à la sécurité alimentaire et à l'amélioration de la nutrition.

Ce bulletin 2024 présente les points saillants de la région, à l'intersection de la mise en œuvre des programmes de protection sociale, de l'appui aux systèmes nationaux et de la convergence avec les partenaires pour des systèmes de protection sociale plus solides dans la région.

L'approche du PAM en matière de protection sociale

Les systèmes de protection sociale jouent un rôle essentiel **en faveur de l'objectif faim Zéro**. Des investissements et des interventions efficaces et à grande échelle qui s'attaquent à la pauvreté et à la vulnérabilité peuvent aider les individus et les ménages les plus vulnérables à mieux faire face aux menaces contre leur sécurité alimentaire et leur nutrition, souvent le résultat **des cycles de pauvreté et de vulnérabilité chroniques**. À cet égard, les programmes de protection sociale apportent un soutien aux personnes dans le besoin, en les aidant à satisfaire leurs besoins fondamentaux sans compromettre la quantité et la qualité de leur apport alimentaire, et sans les pousser à recourir à des stratégies d'adaptation négatives pour répondre à ces besoins, tels que la déscolarisation des enfants, la vente de leurs actifs productifs, l'épuisement de leur épargne ou l'abandon de leurs terres. La protection sociale est également essentielle au renforcement de la résilience et jette les bases de sociétés plus prospères et pacifiques, où les gens peuvent investir dans leur capital humain et où les communautés bénéficient d'un **tissu social solide et d'une cohésion sociale**.

De cette façon, la protection sociale ouvre **la voie à la lutte contre certaines des causes de base de la faim et de la malnutrition**. Les systèmes nationaux de protection sociale ont le potentiel d'améliorer la vie de milliards de personnes, et ce de manière plus rentable qu'à travers des réponses humanitaires récurrentes.

Au PAM, nous travaillons en partenariat avec les gouvernements et d'autres acteurs pour mettre en place et renforcer les systèmes nationaux afin de

maximiser l'impact de notre expertise technique et opérationnelle de la manière la plus rentable possible. Grâce à notre présence mondiale sur le terrain et à notre tradition d'assistance aux personnes dans le besoin dans des contextes divers et difficiles, y compris de nombreuses communautés vivant dans des zones de conflit ou des environnements fragiles, nous pouvons mettre au service des gouvernements une multitude des guidances et d'assistance pour les aider à préserver la sécurité alimentaire et la nutrition et à **s'attaquer aux facteurs sous-jacents de vulnérabilité, en favorisant la résilience, les investissements en capital humain et des moyens de subsistance dignes** pour tous, dans la poursuite de l'objectif faim Zéro.

La **stratégie du PAM en matière de protection sociale** s'appuie donc sur notre expérience transversale et offre un cadre de coordination qui établit comment nous soutiendrons systématiquement les efforts pour atteindre les objectifs nationaux à long terme en matière de protection sociale, tout en poursuivant notre travail de réponse aux situations d'urgence liées à la faim. Elle s'appuie sur une série de données opérationnelles et analytiques qui illustrent comment les activités de protection sociale aident le PAM à s'acquitter de son mandat et permettent aux gouvernements d'honorer leurs engagements mondiaux. Nous sommes convaincus que des politiques de protection sociale efficaces sont un moyen de faire une différence réelle et durable pour des milliards de personnes vulnérables dans le monde, alors que nous travaillons ensemble à sauver des vies et à changer des vies.

Le PAM joue également un rôle crucial en aidant les gouvernements à renforcer **les fonctions réactives aux chocs de la protection sociale**, en travaillant avec les différents systèmes et en s'appuyant sur notre expertise. Dans ce rôle, il est essentiel de travailler en partenariat avec les gouvernements ainsi qu'avec les partenaires de développement et les institutions financières internationales. Notre vision en Afrique de l'Ouest est de positionner la protection sociale comme un investissement clé pour soutenir la sécurité alimentaire et la nutrition, tout en aidant les gouvernements à renforcer la coordination intersectorielle et à mettre en œuvre les politiques et les programmes nécessaires pour atteindre cet objectif. Cela se traduit par deux priorités principales et interdépendantes: **(i)** soutenir les liens entre la protection sociale et la nutrition et **(ii)** intégrer la protection sociale dans les stratégies visant à soutenir un continuum de sécurité alimentaire (dans les réponses

structurelles et saisonnières à l'insécurité alimentaire).

Pour mettre en œuvre ces priorités, le PAM soutient la conception et la mise en place de systèmes de protection sociale dirigés par les pays, en fournissant des conseils stratégiques et techniques et/ou en mettant en œuvre des programmes au nom des gouvernements. Les programmes du PAM garantissent également la complémentarité avec les systèmes nationaux de protection sociale, qui peuvent fonctionner en l'absence de services gérés par l'État. Pour le PAM, les systèmes nationaux de protection sociale sont constitués de **12 piliers**. Ensemble, ils représentent l'environnement favorable qui oriente l'architecture générale des systèmes, les programmes qui fournissent des services et un soutien aux personnes dans le besoin, et les processus transversaux de plaidoyer, de connaissance et d'apprentissage.

Les piliers d'un système nationale de protection sociale



Appui aux gouvernements et systèmes au niveau national

Faire progresser les systèmes et politiques nationaux de protection sociale

Le projet conjoint du Fonds commun pour les ODD en [Guinée-Bissau](#) (2022-2024), mis en œuvre par le PAM, l'UNICEF et l'UNFPA, a apporté un soutien important à la mise en place du système national de protection sociale. Parmi ce soutien a été la facilitation de l'élaboration et l'adoption d'une [politique nationale de protection sociale](#) et la réalisation d'une évaluation des coûts de la stratégie de protection sociale mise en œuvre par le PAM. Le projet a également fourni des [transferts monétaires inconditionnels à 1,500 ménages en situation d'insécurité alimentaire](#) dans les régions de Bolama Bijagós, Tombali, et Gabu.

Des efforts complémentaires se sont concentrés sur la conception d'un cadre pour un [registre social](#) national. Ensemble, ces activités ont contribué des



perspectives pour la conception d'un programme national de filets sociaux, en renforçant les capacités de prise en charge par le pays. En maintenant cet élan, le PAM, l'UNICEF et l'UNFPA discutent la poursuite d'un soutien technique conjoint, y compris la réalisation d'une analyse des lacunes en matière de renforcement des capacités pour la protection sociale. Des efforts conjoints ont déjà soutenu des formations récentes sur [l'intégration de la gestion des risques de catastrophe dans la programmation de protection sociale](#).

Au [Nigeria](#), le PAM soutient le programme de pays autour la [protection sociale sensible à la nutrition](#). La malnutrition reste un problème crucial au Nigeria, qui porte le fardeau de la malnutrition le plus élevé en Afrique. Malgré des investissements considérables, il reste d'importantes lacunes à traiter. Le Nigeria doit donc veiller à que les interventions de protection sociale favorisent l'accès aux services, soutiennent les pratiques nutritionnelles adéquates et facilitent l'accès à des régimes alimentaires adéquats et sains. À cet effet, le PAM apporte un soutien technique au gouvernement dans l'élaboration d'une [stratégie de changement social et comportemental](#) qui lie les transferts monétaires à l'amélioration des résultats nutritionnels, avec des orientations spécifiques pour la mise en œuvre au niveau national et au niveau des États. En facilitant l'élaboration de protocoles intégrés de changement social et comportemental et de l'engagement des parties prenantes, le PAM a soutenu au Nigeria à établir des voies pour l'amélioration des résultats nutritionnels et de l'égalité des sexes dans le cadre

du **programme phare d'amélioration de la qualité de vie des ménages** (Household Uplifting Programme). Des initiatives de renforcement des capacités et une validation collaborative des résultats posent les bases de l'opérationnalisation de la stratégie de changement social et comportemental en 2025.

La région montre également comment la protection sociale est de plus en plus utilisée pour renforcer la résilience et promouvoir l'inclusion économique.

Au **Ghana**, grâce à un financement de la Fondation Gates, le PAM a travaillé en collaboration avec le programme de transferts monétaires (Livelihood Empowerment Against Poverty—LEAP) pour renforcer l'inclusion financière et l'autonomisation économique des ménages vulnérables, en particulier des femmes. Le PAM a fourni aux bénéficiaires du programme LEAP des transferts complémentaires (cash top-ups) ainsi que des cours d'alphabétisation, des guidances autour des activités génératrices de revenus, et des services de mentorat, entre autres mesures complémentaires. Ensemble, ces efforts permettent aux ménages de maximiser les avantages des transferts monétaires réguliers, en renforçant à son tour leur résilience grâce à un appui de protection sociale suffisant et opportun, tout en jetant les bases d'opportunités durables génératrices de revenus.



Les bénéficiaires ont investi dans leur capital humain, améliorant ainsi leur capacité de résilience et d'indépendance au-delà du programme LEAP.

De plus, le PAM a collaboré avec le gouvernement pour identifier des voies de l'inclusion financière et productive des bénéficiaires du LEAP, dans le but de créer des opportunités d'autosuffisance après la fin du programme. Pour soutenir cette transition, le PAM a fourni une assistance technique et financière pour la réévaluation du LEAP, y compris le financement de la formation des parties prenantes au niveau du district pour rendre opérationnelles les nouvelles directives et renforcer l'efficacité globale du programme.

Au **Bénin**, au **Togo**, et en **Guinée**, les efforts conjoints du PAM, de l'UNICEF, et de la Banque mondiale ont permis de soutenir des plateformes de coordination de protection sociale afin d'orienter les discussions sur les politiques, d'harmoniser les initiatives du gouvernement et d'autres acteurs, et de garantir un soutien coordonné aux gouvernements.

Le PAM a soutenu la révision des documents de la Politique nationale de protection sociale du **Bénin**, et a participé aux différents ateliers organisés par le Groupe de travail sur la protection sociale pour discuter et valider la nouvelle politique. Le document de politique final et le plan de sa mise en œuvre ont été validés par le Conseil des ministres en novembre 2024.

Un effort conjoint du PAM, de l'UNICEF et de la Banque mondiale au **Togo** a permis de revitaliser le travail du Groupe de travail sur la protection sociale, y compris le travail de cartographier les programmes de protection sociale existants et d'identifier des opportunités d'harmoniser les initiatives de protection sociale du gouvernement et des partenaires. Ce processus de coordination a permis de discuter le projet de Programme pour les résultats, y compris le soutien du PAM et de l'UNICEF à cet égard.

En **Guinée**, le PAM, l'UNICEF, et la Banque mondiale collaborent avec la Direction nationale des

personnes vulnérables pour coordonner la création d'un groupe de travail national sur la protection sociale.



Une réunion conjointe suivra pour élaborer les termes de référence spécifiant les activités et la composition du groupe et définissant ses rôles et responsabilités.

Les **registres sociaux** s'avèrent des outils indispensables pour un ciblage et une coordination efficace au sein des systèmes de protection sociale. Ces registres permettent de saisir les dimensions de la vulnérabilité des ménages, ce qui améliore la transparence, le rapport coût-efficacité, et la coordination opérationnelle.

En **Gambie**, le PAM a utilisé les données des registres dans sa réponse à la période de soudure 2024, en intégrant des listes de ménages vivant en pauvreté et connus pour leur vulnérabilité à des cycles d'insécurité alimentaire, ainsi que des listes de l'Agence nationale de gestion des catastrophes concernant les ménages touchés par les récentes inondations. Cela a permis d'améliorer le ciblage et la rapidité de la réponse. Une analyse ultérieure "après action" menée par le PAM et ses partenaires a permis d'identifier les mises à jour nécessaires pour tenir compte de l'évolution des vulnérabilités et pour **aligner les réponses à la période de soudure sur les futurs programmes de filets sociaux**.

Pour sa part, le **Togo** a bénéficié d'un soutien financier et d'une assistance technique du PAM et

de l'UNICEF pour la mise en place de son **registre social**, ainsi que de la création d'une plateforme de coordination pour que les partenaires financiers puissent aligner ses efforts entre les différents programmes.

Les pays du **Sahel** ont également obtenu des résultats importants. Les gouvernements et ses partenaires du Sahel travaillent ensemble pour investir dans des modèles de protection sociale agiles, qui peuvent être étendus, et qui soient réactifs aux chocs qui sont de plus en plus fréquents dans la région.



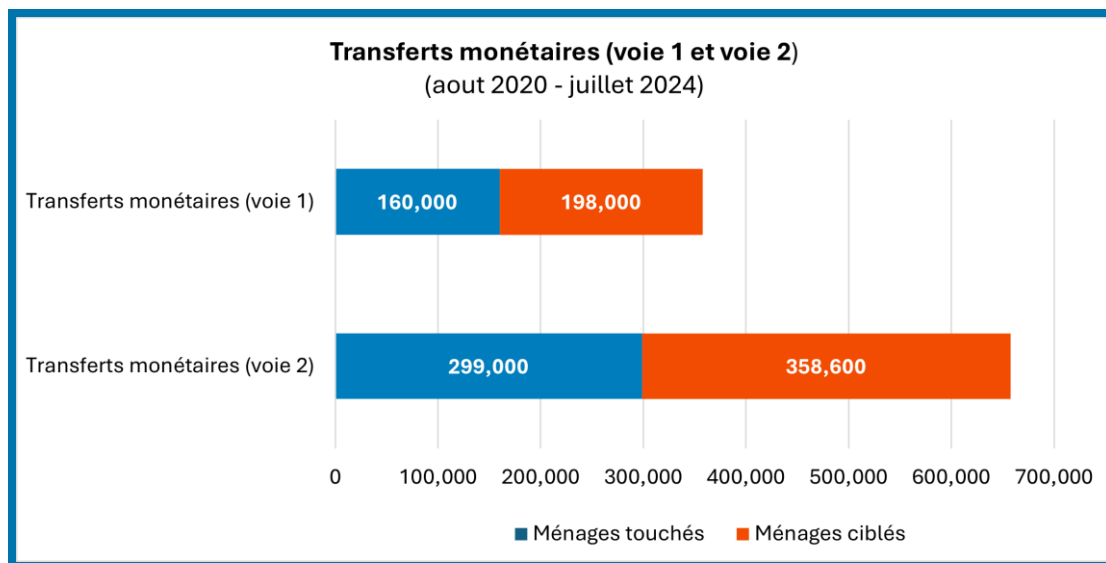
Dans cet optique, le projet conjoint '*Répondre à la pandémie de COVID-19 par des systèmes de protection sociale au Sahel: répondre aux impacts socio-économiques des chocs multiples*' (**Sahel SP-JP**), mis en œuvre par l'UNICEF et le PAM et financé par la BMZ à travers la KfW, continue d'appuyer les gouvernements du **Mali**, de la **Mauritanie**, et du **Niger** à répondre aux chocs, en contribuant à renforcer les capacités nationales à s'adapter et à construire des systèmes de protection sociale plus réactifs aux chocs, plus sensibles à la nutrition, et plus sensibles aux besoins des enfants.

Depuis décembre 2023, le Sahel SP-JP a étendu ses activités au **Burkina Faso** et au **Tchad**, et met l'accent sur les impacts socio-économiques des chocs multiples dans la région. Entre août 2020 et juillet 2024, plus de **3,57 millions de personnes**

(557,000 ménages) au **Burkina Faso**, au **Tchad**, au **Mali**, en **Mauritanie**, et au **Niger** ont été ciblées par une approche à double voie de transferts monétaires réactifs aux chocs, dont plus de **2,95 millions de personnes (460 000 ménages)** ont déjà été touchées. Une série de services complémentaires ont accompagné les transferts monétaires, notamment l'éducation nutritionnelle, l'orientation vers des services de santé, la protection de l'enfance, et des formations et du

capital de démarrage pour poursuivre des activités visant l'inclusion financière. À ce jour, plus de **6,6 millions de personnes** ont bénéficié de ces services complémentaires dans les cinq pays.

Plus d'information sur [l'approche à double voie](#) pour fournir une protection sociale réactive aux chocs¹, y compris des [bonnes pratiques récentes](#) dans la région.²



Les **registres sociaux** dans les pays du **Sahel** progressent également. Au **Burkina Faso**, **277,200 ménages pauvres et vulnérables** ont été enregistrés dans le RSU, et le PAM et l'UNICEF ont élaboré un manuel opérationnel, pour le RSU.

Au **Tchad**, le PAM et l'UNICEF ont facilité l'enregistrement universel de plus **de 87,000 ménages** dans trois départements dans le cadre du Sahel SP-JP, avec des efforts supplémentaires axés sur la sensibilisation des communautés pour promouvoir le mécanisme de recours des griefs. Le **Mali** continue d'améliorer la collecte et la qualité des données du RSU, en intégrant des bonnes pratiques en matière de protection des données, en révisant le questionnaire du RSU pour réduire la charge de travail et les coûts, et en améliorant la convivialité d'utilisation; depuis 2020, **plus d'un million de ménages** ont été enregistrés, dont plus

de 280,000 avec le soutien direct du Sahel SP-JP.

En ce qui concerne la **Mauritanie**, le PAM et l'UNICEF ont soutenu l'enregistrement presque universel, couvrant près de **220,000 ménages** à la mi-2024, tout en améliorant le ciblage, le suivi, et les plateformes gouvernementales pour les distributions d'argent. Le **Niger**, pour sa part, a bénéficié d'échanges de connaissances avec la Mauritanie, permettant aux représentants du RSU d'acquérir une expertise pratique dans la conception et les opérations du registre social, tandis que l'UNICEF, le PAM, et la Banque mondiale ont collaboré autour d'un mécanisme commun de collecte de données pour le registre et les transferts monétaires. Grâce aux efforts continus d'enregistrement, près de **750,000 ménages** ont été déjà enregistrés.

L'expérience du Niger

L'approche à double voie pour assurer la continuité de la fourniture des services

Au **Niger**, l'approche à double voie a permis d'étendre la couverture de la réponse aux chocs et d'atteindre des populations qui, autrement, ne seraient pas couvertes par les programmes nationaux, y compris dans les zones difficiles d'accès.

L'exécution des transferts par la voie 2 a permis de doubler la couverture nationale des transferts de réponse aux chocs en 2022 et de la quadrupler en 2023. Au cours du second semestre 2023, en particulier à la suite du coup d'État de juillet 2023 qui a entraîné l'arrêt des transferts de la voie 1 et le maintien de la voie 2 uniquement, l'approche à double voie s'est avérée essentielle pour assurer la continuité du programme pendant la crise politique et les perturbations de la distribution d'argent par les canaux gouvernementaux.

Bien qu'ils soient distribués par des canaux complémentaires, les transferts monétaires par la voie 2 doivent être considérés comme faisant partie du même programme gouvernemental et non comme une intervention ad hoc ou séparée. Au Niger, par exemple, la réponse à la sécheresse mise en œuvre par la voie 2 s'est appuyée sur:

- ◆ Des transferts monétaires distribués par la voie 1 et 2 qui sont intégrés dans un plan national de réponse.
- ◆ L'utilisation des mêmes déclencheurs et la même logique de priorisation géographique que la réponse gouvernementale à la sécheresse, en s'appuyant sur les systèmes nationaux d'alerte précoce.
- ◆ Des transferts de la même valeur et durée à ceux des programmes nationaux, en s'appuyant sur les mécanismes de coordination nationaux.
- ◆ Des critères d'éligibilité des ménages reflètent progressivement les critères utilisés pour les transferts par la voie 1, à mesure que le registre social s'étend aux zones sensibles aux chocs.

L'approche à double voie a également démontré sa capacité à réduire les délais d'exécution, ainsi qu'à assurer la flexibilité et l'agilité face à des crises multiples et évolutives. Initialement conçue pour atténuer les effets socio-économiques du COVID-19, l'approche a été utilisée pour faire face aux sécheresses, aux inondations, et à d'autres chocs.

Il est également essentiel de tirer parti des outils existants. Au Niger, la priorité a été de s'appuyer sur ce qui fonctionne déjà, en aidant le pays à investir dans ses systèmes existants et à les améliorer. Par exemple:

- ◆ Les déclencheurs de sécheresse et les paramètres de priorisation géographique sont cohérents avec les évaluations de l'insécurité alimentaire aiguë du Cadre Harmonisé.
- ◆ Avec le développement du registre social, le ciblage de la réponse à la sécheresse s'appuiera de plus en plus sur ces données d'enregistrement des ménages.

Il a été essentiel de reconnaître que la voie 2 n'est pas seulement un mécanisme d'implémentation alternatif. Les deux voies fonctionnant comme un continuum ont permis d'améliorer les outils existants, notamment le registre social – que le PAM soutient, y compris dans les zones les plus exposées à l'insécurité alimentaire chronique – afin d'assurer un ciblage amélioré. Dans les contextes de fragilité, tous les voies sont nécessaires et se renforcent mutuellement pour répondre aux besoins à l'échelle et au moment le plus nécessaire, et pour mettre en place des systèmes durables pris en charge et dirigés par les pays. Au **Niger**, l'approche à double voie établit l'espace nécessaire pour que tous les partenaires concernés s'engagent aux côtés de la direction nationale, jetant ainsi les bases sur lesquelles les transferts à travers la voie 1 sera finalement étendu.

Harmoniser la protection sociale et les interventions d'urgence

L'intégration de la protection sociale et des systèmes de réponse aux urgences reste une priorité pour répondre efficacement aux besoins cycliques et prolongés.

Au **Nigeria**, le PAM dirige des efforts visant à institutionnaliser la **protection sociale réactive aux chocs** dans le pays, abordant une lacune critique identifiée dans la Politique nationale de protection sociale révisée.



Alors que le vaste registre social du Nigeria soutient les transferts monétaires face à la pauvreté chronique, les vulnérabilités aiguës causées par des chocs tels que les inondations, les sécheresses, l'inflation, et les conflits ne sont pas suffisamment prises en compte. En contextualisant son cadre de protection sociale réactive aux chocs en cinq étapes, le PAM a déjà franchi trois étapes clés au Nigeria: (i) des efforts de sensibilisation et la création d'un groupe de travail technique sur la protection sociale réactive aux chocs avec les principales parties prenantes nationales, (ii) une évaluation des besoins de capacités pour identifier les lacunes institutionnelles, et (iii) le renforcement des capacités à travers des missions d'apprentissage et l'élaboration de protocoles de

protection sociale réactive aux chocs intégrés. Ces protocoles définissent les rôles et les responsabilités des agences gouvernementales, rendant opérationnelle une **approche 'triple nexus' qui relie les efforts humanitaires, de développement, et de la consolidation de la paix**. Avec ces trois étapes du cadre achevées, le Nigeria est mieux positionné pour déployer des mécanismes de protection sociale réactive aux chocs, en particulier pour les chocs récurrents tels que les inondations, consolidant ainsi son leadership en matière de protection sociale réactive aux chocs dans la région de l'Afrique de l'Ouest.

Dans le **Golfe de Guinée**, où les répercussions de la crise du Sahel ont exacerbé les vulnérabilités dans le nord du **Bénin**, du **Ghana**, de la **Côte d'Ivoire**, et du **Togo**, le rôle de la protection sociale dans le renforcement de la résilience et de l'inclusion économique est au cœur de l'approche du PAM face à ces défis. L'afflux de réfugiés et les nouvelles vagues de personnes déplacées internes ont augmenté la pression sur les systèmes de réponse nationaux. Dans ce contexte, les filets sociaux, informés par des données sur les ménages vulnérables provenant des registres sociaux lorsqu'ils sont disponibles, constituent un mécanisme stratégique permettant d'acheminer les fonds d'urgence à travers des programmes gouvernementaux existants, ce qui permet de garantir une réponse plus efficace et durable.

Dans cette optique, le PAM est en train d'identifier des opportunités au **Togo** pour mieux **relier les interventions d'urgence dans le Nord avec le système national de protection sociale existant**, afin de tirer parti de son potentiel pour renforcer la résilience et favoriser l'inclusion économique parmi les populations touchées.

Au **Bénin**, le PAM, en collaboration avec l'UNICEF et la Banque mondiale, mettent l'accent sur canaliser le financement des interventions d'urgence à

travers des systèmes nationaux de protection sociale, afin de promouvoir une approche plus durable et avec un meilleur rapport coût-efficacité autour des besoins prolongés et cycliques. Des efforts de sensibilisation avec l'Agence nationale de protection civile du Bénin mettent l'accent sur les **synergies entre les interventions d'urgence et la protection sociale** afin de répondre aux besoins et aux privations interdépendants, tandis que les analyses de vulnérabilité aident à identifier les ménages les plus exposés aux risques, y compris les communautés d'accueil et les populations déplacées, en vue de leur intégration dans les programmes de protection sociale. Ces efforts comprennent l'évaluation et le renforcement des capacités des systèmes de protection sociale en matière de réactivité aux chocs, de sensibilité à la nutrition, et de l'expansion des registres sociaux afin d'améliorer le ciblage et la fourniture des services.

Parallèlement, le groupe de coordination nationale soutenu par le PAM et ses partenaires implique les acteurs humanitaires et gouvernementaux pour renforcer le leadership et la capacité opérationnelle de la protection sociale réactive aux chocs, en **intégrant le renforcement de la résilience et l'inclusion économique dans les réponses d'urgence** afin de réduire les vulnérabilités à long terme.

Au **Ghana**, le programme LEAP offre un point d'entrée stratégique pour l'intégration des interventions d'urgence en faveur des demandeurs d'asile et des communautés d'accueil. S'inspirant des bonnes pratiques du **Bénin**, le PAM a facilité des échanges qui ont alimenté un **programme de résilience et de cohésion sociale**, mis en œuvre conjointement avec l'UNICEF et le UNFPA. Cette initiative associe les transferts d'argent à des services complémentaires, tels que des formations en matière de finances, des programmes de développement des compétences, et plusieurs

types de soutien communautaire, afin de favoriser à la fois l'aide immédiate et la résilience à long terme.



Dans le **Golfe de Guinée**, ces efforts reflètent une reconnaissance du potentiel des systèmes de protection sociale et leur rôle central dans les réponses nationales aux urgences complexes. Avec l'intégration des interventions en espèces aux investissements en capital humain, et en mettant l'accent sur le renforcement de la résilience, le PAM et ses partenaires visent à réduire la dépendance de l'aide d'urgence et à positionner des systèmes de protection sociale comme des outils fondamentaux pour lutter contre les vulnérabilités et favoriser l'inclusion économique au fil du temps.

L'alignement de la réponse humanitaire sur les systèmes de protection sociale représente une opportunité de permettre le renforcement de la coordination entre les gouvernements et les acteurs humanitaires. Le PAM et ses partenaires travaillent également à l'évaluation de la réactivité aux chocs des systèmes nationaux, de leur sensibilité à la nutrition, et de leur capacité globale à répondre aux vulnérabilités immédiates et à long terme.

Engagement régional: renforcer les systèmes de protection sociale en Afrique de l'ouest

REDOUBLER D'EFFORTS POUR REpondre A DES BESOINS DE PROTECTION SOCIALE AU SAHEL EN AUGMENTATION

S'appuyant sur le succès du Sahel SP-JP, [une nouvelle phase du projet a reçu un financement de 50 millions d'euros](#) de la BMZ/KfW pour la période 2025-2028. Cette nouvelle phase du projet se concentrera sur le soutien aux systèmes nationaux de protection sociale au Sahel afin de promouvoir une vie décente pour tous, de renforcer la résilience, et de favoriser une meilleure cohésion sociale. Le projet conjoint travaillera en collaboration avec le [Programme de protection sociale adaptative au Sahel](#) (SASPP) de la Banque mondiale.



Une vision commune dans les contextes fragiles

UNE COLLABORATION ENTRE LE PAM, L'UNICEF ET LA BANQUE MONDIALE POUR ALIGNER LES STRATEGIES DANS LES CONTEXTES FRAGILES

Le PAM, l'UNICEF et la Banque mondiale ont établi un [partenariat solide pour la protection sociale adaptative au Sahel](#), avec une vision commune pour renforcer les dimensions adaptatives des systèmes nationaux de protection sociale. Nous avons convergé vers des objectifs communs: soutenir la mise en place de systèmes de protection sociale solides au Sahel, y compris l'extension de la couverture des filets sociaux réguliers et la mise en place de programmes nationaux. Ce partenariat a été souligné dans de nombreux cas comme une bonne pratique.

Notre travail conjoint s'aligne sur un cadre conceptuel commun pour structurer notre soutien conjoint et complémentaire aux piliers des systèmes nationaux de protection sociale. Les trois institutions ont développé des programmes complémentaires pour mettre en œuvre une vision commune. Les différents mandats offrent une opportunité de convergence d'expertise autour des systèmes et des programmes nationaux. De plus,

nous comprenons que les priorités en matière de sécurité alimentaire, de nutrition et de réduction de la pauvreté doivent être abordées de manière conjointe, avec la protection sociale jouant un rôle essentiel au Sahel.

En tant que partenaires, nous nous sommes concentrés sur des analyses conjointes, en appliquant [l'outil de "Stress Test"](#),³ entre autres, afin de mieux comprendre l'état de la protection sociale adaptative dans la région, et de prioriser le soutien à travers les piliers des systèmes de protection sociale, qui comprennent l'appui aux politiques et à la gouvernance, le financement, l'appui à la conception programme et les mécanismes de distribution. Nous avons organisé d'autres analyses et ateliers techniques pour aborder des éléments critiques tels que

l'opérationnalisation des registres sociaux ou le développement de programmes nationaux de filets sociaux.

Au fur et à mesure que le partenariat s'approfondit, nous nous efforcerons de traduire plus systématiquement la collaboration régionale au niveau national. Cela sera essentiel pour institutionnaliser l'agenda et pour développer des synergies, en approfondissant les efforts conjoints et en comprenant les contributions, la valeur unique, et l'expertise de chacune des organisations dans le soutien aux gouvernements. Il s'agit d'une question cruciale dans une région marquée par les conflits et la fragilité, qui nécessite des approches et des partenariats innovants pour faire avancer l'agenda de la protection sociale.

Un partenariat solide pour favoriser la protection sociale adaptative dans les contextes fragiles

Blog du PAM, de l'UNICEF et de la Banque Mondiale

Dans un [blog](#)⁴ publié sur le [blog Développement pour la paix](#) de la Banque mondiale, les trois entités ont partagé leurs idées sur la façon dont le travail dans une voie commune peut aider à relever ensemble des défis concrets dans une partie du monde de plus en plus complexe, où l'augmentation et l'interconnexion des niveaux de besoins exigent que la couverture de la protection sociale soit étendue et devienne plus adaptable ou plus réactive aux chocs.

Il est essentiel de travailler en partenariat pour soutenir l'expansion de la protection sociale afin d'adresser la fragilité de la région. Le PAM, l'UNICEF et la Banque mondiale s'accordent à dire qu'il est nécessaire d'investir, y compris dans les ressources nationales, pour couvrir l'expansion des programmes nationaux de filets sociaux dotés des dimensions adaptatives.

Lisez le [blog complet](#).



Le défi de la sécurité alimentaire et de la nutrition Quel rôle pour la protection sociale au Sahel ?

Le premier numéro du magazine Policy in Focus a été lancé récemment lors du Sommet social du G20 à Rio de Janeiro. Cette édition spéciale est le résultat d'une collaboration entre le PAM, l'International Policy Centre for Inclusive Development (IPCid) et socialprotection.org. Cette édition, qui se concentre sur la manière de surmonter les obstacles à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans la protection sociale, a compté avec une contribution conjointe de l'UNICEF, de la Banque mondiale et du PAM sur un rôle renouvelé de la protection sociale dans le Sahel.

Lisez cette première édition de [Policy in Focus](#).⁵

Démêler le lien de causalité entre la protection sociale et la cohésion sociale au Sahel

La **vulnérabilité, la pauvreté, la concurrence pour les ressources naturelles et le manque d'opportunités économiques** ont distendu les liens sociaux et augmenté les conflits au Sahel, notamment le terrorisme, l'extrémisme violent, les conflits interethniques, et les conflits agropastoraux. Les températures dans la région du Sahel augmentent 1,5 fois plus vite que la moyenne mondiale.

En tant que **'multiplicateur de menaces'**, le changement climatique exacerbe les tensions et les conflits sociaux, politiques et économiques. Avec les problèmes existants de fragilité au sein des institutions et de mauvaise gouvernance, les luttes de pouvoir internes et la corruption, les gouvernements n'ont pas été en mesure de répondre de manière adéquate aux questions et aux préoccupations des Sahéliens concernant les impacts négatifs du changement climatique, les opportunités de développement économique, de l'insécurité alimentaire, de la violence, et des déplacements de population. Le manque de confiance dans les gouvernements et dans les différentes communautés, la marginalisation, et des griefs profondément enracinés sont très répandus dans la région. Les politiques et les programmes visant à lutter contre la pauvreté et les moteurs de vulnérabilité, tels que les politiques et les programmes de protection sociale, représentent du potentiel de favoriser la cohésion sociale. Cependant, il est essentiel de démêler la relation

entre la protection sociale et la cohésion sociale afin de maximiser cet impact positif et de prévenir les dynamiques préjudiciables involontaires.

Dans le cadre de leur soutien continu à la protection sociale au Sahel, **la Banque mondiale, le PAM et l'UNICEF ont développé un projet de recherche conjoint sur l'identification des divers liens entre la protection sociale et la cohésion sociale**. Cette recherche vise à combler les lacunes en matière d'impact de la protection sociale sur la cohésion sociale et à fournir des recommandations sur la manière d'adapter la conception et la mise en œuvre des programmes de protection sociale afin d'en maximiser leur potentiel positif, tout en tenant compte des caractéristiques et des dynamiques contextuelles. L'objectif fondamental de la recherche est d'informer la conception et la mise en œuvre des interventions de protection sociale de manière à ne pas nuire et à optimiser les contributions positives à la cohésion sociale. Le projet de recherche utilisera une combinaison de méthodes qualitatives et quantitatives pour quantifier les liens de causalité des interventions de protection sociale (en particulier les programmes de filets sociaux) sur les différentes dimensions de la cohésion sociale, tout en mettant en lumière les canaux par lesquels ces impacts se manifestent et les perspectives et perceptions des communautés.

La première étape de ce projet de recherche a consisté de faire une revue de la littérature existante sur le sujet. L'analyse de la littérature a démontré que les programmes de protection sociale améliorent souvent la cohésion sociale, selon le rapportent les bénéficiaires des programmes, y compris à travers la génération de **plus de confiance, la coopération pour le bien commun, l'implication dans les associations locales, et un plus grand sens de l'identité inclusive**. Le sentiment d'équité et de légitimité des programmes d'après les personnes non sélectionnées varie selon le contexte; certains

contextes signalent des taux élevés de légitimité et d'autres de taux plus faibles. Enfin, l'introduction de programmes où certains membres de la communauté sont sélectionnés pour recevoir des prestations, tandis que d'autres ne les reçoivent pas, peut entraîner des conflits sociaux et des tensions entre les membres de la communauté. Il est important d'étudier davantage le rôle des facteurs contextuels préexistants. Les principales lacunes de la base d'information actuelle sont les suivantes. Premièrement, il n'existe pas d'études rigoureuses à grande échelle sur les effets de la cohésion sociale pour les non-bénéficiaires des programmes de protection sociale.

Même si les études qualitatives s'intéressent aux expériences des non-bénéficiaires et des bénéficiaires, la taille des sites évalués et de leurs échantillons sont beaucoup plus petits et ne sont pas nécessairement représentatifs de l'ensemble du programme. Deuxièmement, la plupart de données concernent la cohésion sociale horizontale, au sein de la communauté. Dans le Sahel, il y a une lacune dans la base d'information sur l'impact de la protection sociale sur la cohésion sociale entre les différentes communautés (out-groups) et entre les citoyens et l'État (cohésion sociale verticale). Lisez la [revue de la littérature](#).⁶

Présentation du cas de Niger et de l'approche à double voie

Forum 2024 de la banque mondiale sur la fragilité

Lors du [Forum 2024 de la Banque mondiale sur la fragilité](#) qui s'est tenu en mars 2024, le PAM et l'UNICEF ont présenté l'approche [à double voie](#) et la manière innovante dont elle a été utilisée au **Niger** pour fournir des transferts monétaires en réponse aux chocs et de façon opportune. Sous le thème *'s'adapter et innover dans un monde volatil'*, le Forum a permis aux différentes parties prenantes du développement, du secteur humanitaire, des gouvernements, de la société civile, du secteur privé, et de la sécurité, entre autres, qui travaillent sur la fragilité, les conflits et la violence, d'échanger leurs expériences en matière d'interventions de développement dans des contextes fragiles.

Dans le cadre de la [Journée des partenaires](#) (Partners Day) du Forum sur la fragilité, un événement parallèle coorganisé par l'UNICEF et le PAM a compté avec la participation de Damien Vaquier, Chef de programme du PAM au Niger, et de Paul Quarles van Ufford, Conseiller régional de l'UNICEF en matière de politique sociale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Ils ont présenté les principales leçons tirées de l'opérationnalisation de l'approche à double voie au Niger, avec des leçons reproductibles pour d'autres contextes fragiles au Sahel et au-delà.

D'autres intervenants, notamment de la Banque mondiale, de l'UNICEF, et du Ministère Fédéral Allemand de la Coopération économique et du développement (BMZ), ont évoqué la valeur des partenariats et de la coordination étroite, notamment avec le Programme de protection sociale adaptative au Sahel de la Banque Mondiale (SASPP).

Des leçons du Sahel lors du Forum sur la protection sociale dans des contextes de conflit et fragilité

Une [conférence mondiale sur la protection sociale dans les situations de fragilité et de conflit](#) a eu lieu à Rome en octobre 2024. La conférence a visé à renforcer les efforts autour la protection sociale dans des contextes de conflits aigus, de survenue rapide, et prolongés, en reconnaissant la protection sociale comme une composante essentielle du nexus humanitaire-développement-paix.

Le PAM, l'UNICEF, et la Banque mondiale ont partagé leurs expériences et les leçons tirées du Sahel, afin de plaider en faveur d'une augmentation des investissements dans la protection sociale dans les contextes fragiles, de partager les leçons tirées de l'approche à double voie en tant qu'approche pertinente pour soutenir la protection sociale dans ces contextes, et de promouvoir la coordination pour renforcer les systèmes nationaux. Les leçons tirées du Sahel ont enrichi le dialogue au cours de la conférence. Les leçons et les principes tirés de la conférence fournissent également des indications importantes pour continuer à soutenir la protection sociale dans la région. Lisez le [rapport de la conférence](#).⁷

La poursuite du dialogue continu et de l'établissement de partenariats sont essentiels pour mettre en œuvre des solutions de protection sociale holistiques dans des contextes fragiles.

- ◇ Le partenariat entre le PAM, l'UNICEF, et la Banque mondiale est un excellent exemple de la manière dont la collaboration peut avoir un impact, en combinant les ressources et l'expertise, en poursuivant des plans de travail complémentaires, et en alignant les visions pour le pays et la région.
- ◇ L'approche à double voie représente un point d'entrée pour étendre la collaboration avec d'autres organisations fournissant des transferts monétaires pendant la période de soudure, afin de promouvoir un cadre de prestation d'appui commun et aligné sur un programme national.

Des leçons du programme phare de protection sociale du Pakistan

DES PERSPECTIVES ET BONNES PRATIQUES APRES UNE VISITE D'ECHANGE DES EXPERIENCES SUD-SUD

Le PAM et la Banque mondiale ont facilité une visite d'échange des expériences Sud-Sud entre les gouvernements du [Burkina Faso](#), [Mali](#), [Niger](#)⁸ et du [Pakistan](#) en novembre 2024. La délégation était composée de cinq fonctionnaires de haut niveau,

dont deux ministres. Trois directeurs de pays du PAM, ainsi que des membres du personnel régional du Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et de la Banque mondiale se sont joints à la visite, ce qui témoigne de l'importance croissante de la protection sociale dans la région du Sahel.

L'échange de connaissances visait à tirer des leçons du programme phare de protection sociale du Pakistan ([Benazir Income Support Programme](#)) et à inspirer des actions dans le Sahel central, où la protection sociale a continué à prendre de l'importance.

La série de leçons tirés du Pakistan dans la mise en place d'un système de protection sociale efficace, résilient, et inclusif a été une source d'inspiration pour la délégation; le [Burkina Faso](#) et le [Mali](#) visent

déjà à reproduire des éléments du système de protection sociale pakistanais et à réaliser des progrès prometteurs. La délégation a été impressionnée par l'engagement du Pakistan en faveur de la protection sociale et par ses efforts pour mettre en place un système résilient et inclusif, ainsi que par la volonté politique d'étendre et d'améliorer le programme Benazir afin d'offrir des opportunités aux plus vulnérables et d'investir dans le capital humain des générations futures.

La délégation a également été inspirée par le parcours du programme. Les programmes sociaux résilients et inclusifs doivent être soutenus par des systèmes de prestations efficaces et robustes, essentiels pour renforcer la transparence et la redevabilité.



Retraite conjointe sur la protection sociale au Sahel

RESULTATS DE LA RETRAITE, METTANT L'ACCENT SUR LES PARTENARIATS POUR LA RESILIENCE AU SAHEL

La [retraite conjointe 2024 sur la protection sociale au Sahel](#) a réuni à Dakar en avril dernier les équipes de protection sociale et d'autres membres de l'équipe de chacun des bureaux nationaux du PAM et de l'UNICEF du projet conjoint UNICEF-PAM 'Répondre à la pandémie du COVID-19 à travers les systèmes de protection sociale au Sahel: répondre aux impacts socio-économiques des chocs multiples' ([Sahel SP-JP](#)).

La retraite a également accueilli des membres de l'équipe de la Banque mondiale représentant le Programme de protection sociale adaptative au Sahel ([SASPP](#)). Ils ont été rejoints par les responsables des équipes régionales du PAM et de l'UNICEF qui travaillent, entre autres, sur le genre, l'analyse des conflits, les transferts monétaires, et la résilience. La retraite s'est tenue à un moment critique pour le Sahel SP-JP, puisque le projet s'est récemment étendu au [Burkina Faso](#) et au [Tchad](#) en décembre 2023, rejoignant ainsi le [Mali](#), la [Mauritanie](#) et le [Niger](#). Le partenaire financier du Sahel SP-JP - la Coopération allemande au développement (BMZ/KfW) - a également indiqué son soutien à une nouvelle phase, qui permettrait de repositionner et de réorienter les activités clés et l'orientation générale du renforcement des systèmes de protection sociale au Sahel (programmé pour démarrer en 2025 et se terminer en 2028 dans les cinq pays). Ce rassemblement d'une semaine a non seulement contribué à l'élaboration d'une vision commune entre les pays,

mais il a également permis de formuler une orientation stratégique cohérente, y compris des **mesures renforcées pour tenir en compte de l'égalité des sexes et la sensibilité aux conflits** pour la nouvelle phase du Sahel SP-JP. La retraite a

été l'occasion de s'appuyer sur la vision commune et le partenariat entre l'UNICEF, le PAM et la Banque mondiale pour la protection sociale au Sahel, en garantissant un alignement plus étroit avec la Banque mondiale et le **SASPP**.



Point clés de la retraite conjointe

Tirer parti de l'approche à double voie pour fournir une protection sociale réactive aux chocs

- ◇ Lorsque la vulnérabilité dans un pays est enracinée et chronique, une approche réactive aux chocs de la protection sociale commence par prioriser les programmes nationaux réguliers de filets sociaux et par étendre leur couverture afin d'optimiser le renforcement de la résilience et de la cohésion sociale au fil du temps.
- ◇ Il existe un besoin urgent et à grande échelle de financement nationale et extérieur pour augmenter la couverture de la protection sociale et garantir sa capacité à répondre à des chocs multiples.
- ◇ L'approche à double voie peut contribuer à étendre la couverture et à renforcer les mécanismes nationaux de prestation. L'approche tient à orienter l'expansion et l'amélioration des programmes de filets sociaux, y compris leur agilité ou leur réactivité face aux chocs, notamment dans des contextes fragiles.

- ◇ L'approche à double voie doit être considérée comme un continuum d'options de prestation, chacune offrant des possibilités de continuer à développer les capacités du gouvernement. Le passage d'une approche à l'autre peut être progressif, sans choisir une approche sous l'autre.
- ◇ Dans un contexte de priorités concurrentes et de mythes et de perceptions négatives de la protection sociale et des transferts monétaires sociaux, la mobilisation sociale et les efforts de plaidoyer sont essentiels.

Étendre la couverture de la protection sociale au Sahel est essentiel pour réévaluer la réponse à la période de soudure

- ◇ La protection sociale est essentielle au renforcement de la résilience à long terme qui, avec d'autres mécanismes d'appui, peut mieux soutenir les plus vulnérables à faire face aux chocs cycliques et non cycliques.
- ◇ Une couverture minimale et régulière des programmes de filets sociaux permet de réduire les besoins au fil du temps.
- ◇ Des programmes flexibles, des outils de prestation et des liens avec le financement des risques de catastrophe peuvent améliorer la planification et la mise en œuvre de la réponse face à des chocs importants et covariables.
- ◇ L'absence de programmes de protection sociale institutionnalisés et de dotations budgétaires peut enfermer les pays dans des cycles coûteux et non durables de réponses exclusivement axées sur l'urgence.
- ◇ Il est nécessaire de mieux comprendre la relation entre la protection sociale et la cohésion sociale, car cela représente un dossier d'investissement solide pour la protection sociale.
- ◇ Dans un contexte caractérisé par une disparité de genre, les systèmes de protection sociale doivent prendre en compte les besoins fondés sur le genre, intégrer des concepts qui répondent à ces besoins spécifiques et, autant que possible, contribuer à lutter contre les normes sexistes néfastes.

Soutien au leadership de la CEDEAO dans la promotion de l'expansion et des réformes de la protection sociale

DES EFFORTS POUR AMELIORER LA COORDINATION ET L'ADMINISTRATION DES SYSTEMES DE PROTECTION SOCIALE DANS LES ETATS MEMBRES DE LA CEDEAO

En novembre 2023, le [Cadre de protection sociale de la CEDEAO](#) et son plan opérationnel ont été validés par les experts en protection sociale et les ministres en charge de la protection sociale dans la région de la CEDEAO. Le PAM, l'UNICEF, la FAO, le UNFPA et la Banque mondiale ont soutenu l'élaboration du cadre et de son plan opérationnel.

Le cadre établit les étapes à suivre pour développer et mettre en œuvre des programmes de protection sociale, notamment en abordant les besoins et les mécanismes de financement, en identifiant les lacunes en matière de couverture de programmes, et en encourageant la coordination. En ce qui concerne sa mise en œuvre, la CEDEAO a demandé aux partenaires de l'ONU de l'aider à organiser un programme de [formation TRANSFORM de 5 jours](#)⁹ en septembre dernier pour les fonctionnaires de la CEDEAO, avec le soutien du PAM, de l'UNICEF, de l'OIT et de la FAO.

La formation a été proposée à [21 fonctionnaires de la CEDEAO](#) dans les secteurs de la politique sociale, de la réduction des risques de catastrophe, de l'aide humanitaire et de la réponse aux situations d'urgence, entre autres. Ils ont reçu des modules sur l'administration et la coordination des programmes de protection sociale et ont été informés de l'importance de travailler vers

l'établissement de [socles de protection sociale](#) en intégrant les principaux piliers d'un système de protection sociale (cadres juridiques, mécanismes de gouvernance, dispositifs de coordination, structures de financement, et systèmes de suivi et d'information). La formation s'inscrivait dans le cadre d'un effort continu visant à exploiter les opportunités et les réseaux de connaissances pour développer les compétences de leadership au sein des communautés de la protection sociale et partager les outils de gestion du changement pour les décideurs des politiques.

Académie sur la sécurité sociale 2024 du Centre international de formation de la OIT

Dans le cadre du Sahel SP-JP, le PAM et l'UNICEF ont soutenu la participation de représentants gouvernementaux du [Burkina Faso](#), de la [Mauritanie](#) et du [Niger](#) à l'[Académie sur la sécurité sociale](#) organisée par le Centre international de formation de l'Organisation internationale du travail (OIT), à Turin, en Italie. Cette formation phare sur la protection sociale a accueilli 45 participants de tous les continents, leur offrant une formation complète qui fournit l'expertise et les compétences de base pour l'analyse et la conception des systèmes de protection sociale.

Les participants ont pris connaissance des études et de l'évidence plus récente du secteur et ont discuté des tendances mondiales et des meilleures pratiques internationales, y compris l'extension de la couverture et la mise en place de socles de protection sociale. L'amélioration de la conception et de la gestion des programmes et le financement de la protection sociale ont également été abordés,

y compris le partage d'outils de suivi et d'évaluation des coûts et d'analyse de l'espace fiscal. La promotion du dialogue social autour de la protection sociale en tant que droit de l'homme a également été mise en évidence dans le programme, y compris dans les contextes où la

protection sociale est un moyen essentiel d'améliorer la sécurité alimentaire et de réduire la pauvreté. En marge de la formation, le rapport phare de l'OIT '[Rapport mondial sur la protection sociale 2024-26](#)' a été lancé.¹⁰

Overview of key publications



Fournir une protection sociale adaptée aux chocs dans le Sahel:

l'activation de l'approche à double voie face aux perturbations politiques (Leçons du Niger)

Le coup d'État de juillet 2023 au Niger a entraîné des perturbations institutionnelles et des sanctions internationales, soulignant l'importance d'un système de protection sociale dynamique capable de continuer à atteindre les plus vulnérables, même en période d'instabilité politique. Une 'approche à double voie' des transferts monétaires sociaux a permis de fournir une assistance régulière et continue, malgré les perturbations temporaires des programmes et des systèmes gouvernementaux.

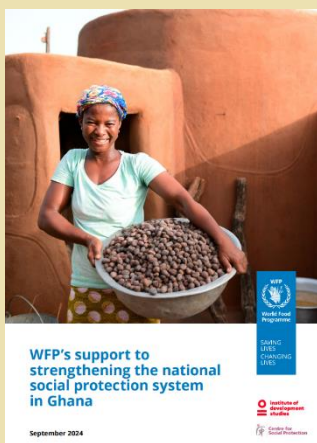
Disponible en [anglais](#).

Quel est l'impact de la protection sociale sur la cohésion sociale au Sahel ? Une revue de l'évidence et des lacunes existantes

Les programmes de protection sociale stimulent la consommation, la productivité et la résistance au changement climatique, contribuent à l'amélioration des résultats en matière de santé et d'éducation, et représente un impact positif sur les économies locales. Les programmes pour lutter contre la pauvreté et la vulnérabilité, tels que les interventions de protection sociale, peuvent renforcer la cohésion sociale. Il est essentiel de démêler cette relation afin de maximiser leurs effets positifs et d'éviter d'éventuelles dynamiques néfastes involontaires.

Disponible en [anglais](#).





Le soutien du PAM au renforcement du système national de protection sociale au Ghana : Une étude de cas conjointe avec l'Institut d'études du développement (IDS)

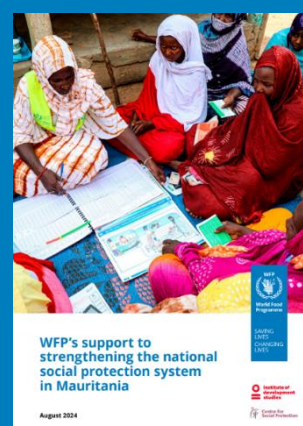
L'étude de cas met en lumière le soutien multidimensionnel du PAM dans l'institutionnalisation du programme national d'alimentation scolaire, en informant les efforts législatifs nationaux, en améliorant la valeur nutritionnelle des repas scolaires et en intégrant les petits exploitants dans la chaîne d'approvisionnement.

Disponible en [anglais](#).

L'appui du PAM au renforcement du système national de protection sociale en Mauritanie: Une étude de cas conjointe avec l'Institut d'études du développement (IDS)

Cette étude de cas donne un aperçu du soutien apporté par le PAM au renforcement du registre social en collaboration avec la Banque mondiale et le gouvernement, faisant de ce registre l'outil principal pour l'identification initiale des bénéficiaires des programmes d'assistance sociale par plus de 15 acteurs opérationnels présents en Mauritanie.

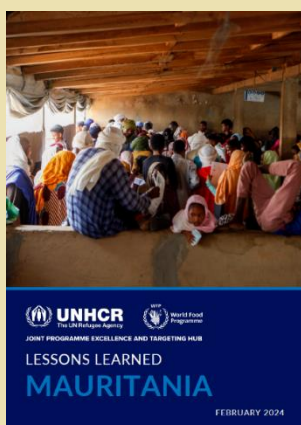
Disponible en [anglais](#).

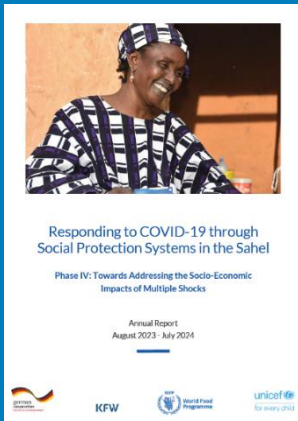


Soutenir les réfugiés maliens en Mauritanie: Des leçons tirées du Centre d'excellence et de ciblage du programme conjoint UNHCR-PAM

Ce recueil présente les leçons tirées du travail du PAM et du HCR en faveur des réfugiés maliens en Mauritanie. Il explore l'action collaborative en termes de satisfaction des besoins (à travers l'assistance humanitaire), des réponses auprès l'évolution des besoins (visant l'inclusion des réfugiés dans les systèmes nationaux de protection sociale), et de réduction des besoins (en investissant dans leur autonomie).

Disponible en [anglais](#).





Projet conjoint de protection sociale au Sahel (UNICEF-PAM):

Rapport annuel (août 2023-juillet 2024)

Depuis août 2020, le Projet conjoint travaille avec les gouvernements du Mali, de la Mauritanie et du Niger dans leur réponse aux chocs et autour le renforcement des capacités nationales pour développer des systèmes de protection sociale plus réactifs aux chocs et plus sensibles à la nutrition et aux enfants. Sur la base de ce progrès et de l'importance croissante accordée à la protection sociale dans la région, le projet conjoint s'est étendu au Burkina Faso et au Tchad en janvier 2024.

Disponible en [anglais](#).



Contactez-nous: RBD.socialprotection@wfp.org

Notes de bas de page

- 1 UNICEF et WFP. 2023. *All the right tracks. Delivering shock responsive social protection: lessons from the COVID-19 response*.
- 2 WFP. 2023. *Regional Bureau for Western Africa: Social Protection 2023—Year in Focus (bulletin)*.
- 3 Coudouel, Fuselli, and Saidi. 2023. *Stress testing adaptive social protection systems in the Sahel*. Programme de protection sociale adaptative au Sahel.
- 4 Coudouel, Ocampo and Quarles van Ufford. (2024). *Fragile contexts, strong partnership: supporting adaptive social protection in the Sahel*. (Banque Mondiale) Blog *Development for Peace* (Banque mondiale).
- 5 Coudouel, Ocampo et Quarles van Ufford. (2024). *The food security and nutrition challenge: what role for social protection in the Sahel?* Dans "Overcoming food security and nutrition roadblocks in social protection" (IPCid, Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada (Ipea)).
- 6 Sharma et Menke. 2024. *How does social protection impact social cohesion in the Sahel? A review of existing evidence and gaps*. Project conjoint de recherche UNICEF-WB-WFP—Exploring the impacts of social protection on social cohesion in the Sahel.
- 7 2024. *Forum on social protection in fragility and conflict: Building and protecting social protection systems through the Humanitarian-Development-Peace nexus*. Rapport du Forum.
- 8 La délégation du Niger a participé en ligne.
- 9 TRANSFORM est un programme innovant de renforcement des capacités sur l'administration des socles nationaux de protection sociale. Depuis son lancement en 2015, TRANSFORM a été mis en œuvre par des experts régionaux à travers la région africaine dans plus de 20 pays.
- 10 OIT. 2024. *Rapport Mondial sur la protection sociale 2024-26 – Protection sociale universelle pour l'action climatique et une transition juste*.

Crédits photos

- P.1: ©WFP/Adamou Sani Dan Salaou
P.4: ©WFP/Abdoul Rafick Gaissa Chaibou

P.5: ©WFP/Abdul-Wahab Mohamme
P.6: ©WFP/Arete/Moussa Garba; ©WFP/Abdoul Rafick Gaissa Chaibou
P.9: ©WFP/Arete/Damilola Onafuwa
P.10: ©WFP/Cheick Omar Bandaogo
P.11: ©WFP/Abdoul Rafick Gaissa Chaibou
P.16: ©WFP/AnaOcampo
P.17: ©WFP/Nicolas DiazCastellanos
P.23: ©WFP/Nicolas DiazCastellanos

PROTECTION SOCIALE

Programme Alimentaire Mondiale – Bureau Régional pour l’Afrique de l’Ouest

10 Avenue Pasteur

Dakar, Sénégal - T +221 33 849 65 00

RBD.SocialProtection@wfp.org

wfp.org